

# Organiser une conférence régionale pour l'emploi et l'industrie en Franche-Comté

*La mise en œuvre d'une politique industrielle ne peut pas se résoudre à un exercice de communication. Cela nécessite des investissements matériels dans l'outil de production, dans la recherche et le développement, des investissements dans la formation qualifiante, l'emploi stable et bien rémunéré et des investissements pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des salariés de ceux et celles qui font la richesse des entreprises.*

*Nous revendiquons une politique industrielle et d'emploi qui s'appuie à la fois sur un socle social fort et de nouveaux droits d'intervention des salariés dans la gestion des entreprises pour un nouveau partage des richesses créées.*

Avec la crise financière, économique et sociale, la politique industrielle a fait son retour dans le débat public.

Tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître qu'il ne peut pas y avoir de développement économique en France sans une industrie forte.

C'est bien la bataille que mène la CGT en Franche-Comté et que l'on place au centre de nos préoccupations et de nos propositions économiques alternatives depuis plusieurs années.

## La Franche-Comté a besoin d'une vraie stratégie industrielle

Compte tenu des risques qui pèsent sur le contrôle où l'avenir de certaines entreprises et branches, plusieurs dossiers industriels imposent la mise en place d'un plan d'urgence économique et social en Franche-Comté.

C'est le cas notamment de la filière automobile avec les stratégies de gestion des constructeurs qui ont des conséquences économiques et sociales lourdes chez les sous-traitants et équipementiers, poussés à la baisse des prix et à la délocalisation de production et qui génèrent restructurations, chômage partiel, licenciements et fermetures de sites.

Si cette situation existe bien avant la crise, elle vient de s'accélérer ces derniers mois, et fait que la Franche-Comté détient le triste privilège de la

hausse du chômage la plus importante de France en un an avec 27,5 % pour 15 % en France, soit 8525 emplois en moins en Franche-Comté.

Si ces enjeux ont une dimension sectorielle évidente, il y a besoin d'avoir une vue globale de l'industrie et les services privés ou publics à l'industrie dans la mesure où se pose la question de l'évolution de l'ensemble du tissu industriel et des services publics pour garantir à moyen et long terme son développement afin d'assurer l'avenir économique et social de toute une région.

La Franche-Comté, première région industrielle en France avec 26 % d'emploi contre 17 % en France, possède de vrais atouts et des savoirs faire qui sont à valoriser, développer et pérenniser pour regagner une véritable politique de reconquête industrielle audacieuse, innovante et structurant l'avenir du territoire.



# Des propositions alternatives CGT pour une politique

L'aggravation de la crise systémique et ses conséquences récessives sur le plan économique et social font des mois qui viennent une période décisive pour l'avenir du tissu industriel en Franche-Comté.

Or, tous les plans de relance décidés par le gouvernement en faveur du patronat et des banques et qui ne permettent pas d'arrêter l'hémorragie des licenciements, les fermetures d'entreprises, le chômage partiel, le renvoi des salariés précaires, et les délocalisations de productions, attestent qu'ils ne sont ni à la hauteur de la situation, ni à la mesure des conséquences que subissent les salariés.

**Dans ce contexte, la CGT propose de mettre en débat parmi les salariés et la population ces propositions pour la mise en place d'une véritable politique de reconquête industrielle en Franche-Comté, débouchant rapidement sur la tenue d'une conférence régionale sur le développement de l'emploi et des activités industrielles en lien avec le maintien et la modernisation des services publics.**

## 1. La Franche-Comté a besoin d'une vraie stratégie industrielle et de nouveaux lieux de négociation interprofessionnelle

Fort de ses filières d'activités automobile, microtechnique, plasturgie, agroalimentaire, bois, chimie, transport, énergie, l'avenir industriel de la Franche-Comté ne saurait se concevoir sans une impulsion politique forte et concertée entre l'état, la région, les collectivités locales et les partenaires sociaux à partir de grandes ambitions qui :

- incitent à la pérennisation d'activités existantes, et structurant les bassins d'emploi,
- renforcent les coopérations entre les entreprises pour mutualiser des moyens dans les domaines de la recherche et du développement, de l'innovation et la diversification,
- développent les capacités humaines par la formation professionnelle tout au long de la vie et qui élève le niveau des qualifications de l'ensemble des salariés francs-comtois.

### La CGT propose :

1. Que cette politique de reconquête industrielle se construise sur des relations nouvelles entre les entreprises donneuses d'ordres et sous-traitantes, les collectivités locales et les organisations syndicales, pour ouvrir de véritables lieux de négociations interprofessionnelles au sein des pôles de compétitivité, des filières et des bassins d'emploi, tout comme cela se pratique aujourd'hui dans les branches.
- Une recherche de synergies entre les 3 pôles de compétitivité (Véhicule du Futur, Microtechniques, Plasturgie) étroitement liés par des fabrications à développer et à créer où la collaboration entre le

monde de la recherche, l'industrie et la formation, s'avère indispensable pour redonner cohérence aux filières à partir de la maîtrise de « nœuds technologiques ».

## 2. Créer des fonds régionaux pour l'emploi pour accroître l'effort de recherche et d'innovation

Il ne s'agit pas principalement d'accélérer le rythme d'accroissement de la productivité du travail. Celui-ci est soutenu, parfois exagéré et débouche sur des gâchis économiques et des désastres humains. La productivité par tête du secteur manufacturier a augmenté de 45 % en dix ans !

La France est en retard globalement vis-à-vis de ses partenaires des pays développés : 2,12 % du PIB contre 2,43 % en Allemagne et l'écart est encore plus grand avec la Suède, la Finlande, le Japon et les Etats Unis.

La Franche-Comté est la dernière région de France au point de vue de la recherche et développement. Des récentes enquêtes montrent que le taux de cadres employés en Franche-Comté est moins élevé que la moyenne nationale, que seulement 17 % d'ingénieurs restent en Franche-Comté à la sortie de leurs études.

En conséquences, très peu d'entreprises, PME, PMI, possèdent un service recherche et développement, et très peu d'ingénieurs occupent de fonctions permettant de développer cette activité en entreprise. Il faut donner les moyens aux PME de se développer en respectant les droits sociaux des salariés. Elles doivent pouvoir accéder aux marchés publics, aux financements bancaires et aux produits de la recherche.

### La CGT propose :

- De réduire le nombre de « pôles de compétitivité » et les transformer en véritables « pôles de développement » en y impliquant les banques, la Caisse des Dépôts, les fonds de formations et les comités d'entreprise.
- De créer des « fonds régionaux pour l'emploi » afin de dégager au plus près du terrain les financements indispensables au lancement d'activités innovantes.



# de reconquête industrielle en Franche-Comté

## 3. Mise en place d'une sécurité sociale professionnelle

**Relever le défi des mutations économiques** : Mettre en œuvre une politique industrielle ne veut pas dire ni le maintien en l'état des structures productives actuelles, ni le simple retour de la politique des grands projets des années 60.

Il s'agit de savoir comment va-t-on passer des activités et des emplois industriels d'aujourd'hui, partout menacés, aux activités et emplois industriels de demain, plus qualifiés, pérennes, sur des bases de technologies nouvelles (Nanotechnologie, Véhicule du Futur, Bio Médical, Energie, NTIC, Transports, etc.)

**Mais face à l'insécurité sociale grandissante, à la montée du chômage et aux mutations économiques et industrielles, la CGT propose :**

- De mettre en place notre système de sécurité sociale professionnelle dans les filières d'activités directement concernées par des baisses de commandes ou en phase de restructurations. La finalité étant de maintenir tous les salariés (CDI, précaires) dans leur emploi avec leur contrat de travail et leur rémunération par un dispositif de sécurisation des parcours professionnels qui peut prendre appui sur le passeport professionnel et le protocole d'accord chômage partiel / formation professionnelle, élaboré en Franche-Comté.

*Ce dernier, que viennent de signer les partenaires sociaux et le conseil régional de Franche-Comté, qui consiste à remplacer le chômage partiel par de la formation professionnelle avec maintien des emplois et des rémunérations, se heurte à l'heure où nous écrivons ces lignes, au refus de signature du préfet de région (accord consultable sur le site CGT [www.franche-comte.cgt.fr](http://www.franche-comte.cgt.fr) - rubrique initiatives).*

Compte tenu de l'urgence de la situation, l'objectif étant de passer cette période de crise pour se préparer à la reprise avec tous les salariés, indispensable si l'on ne veut pas demain une industrie réduite à sa plus simple expression.

## 4. Démocratie sociale et droits d'interventions nouveaux pour les salariés dans la gestion des entreprises

Alors que le gouvernement reconnaît lui-même que l'économie française pourrait perdre 300 à 350 000 emplois en 2009, l'urgence des revendications posées par la CGT est plus que jamais d'actualité :

**La CGT propose :**

- Mise en place d'un droit suspensif des CE sur les plans de suppressions d'emplois, pour permettre aux salariés de présenter des solutions alternatives :
- Des droits nouveaux d'interventions et de contrôles pour les salariés et leurs représentants élus sur des aides publiques versées et leurs utilisations.

- La mise en place de comités interentreprises dans les filières d'activités ou branches professionnelles, composés de PME – TPE pour que leurs salariés puissent bénéficier des mêmes droits d'information et de consultation sur les choix de gestion de leurs entreprises.

## 5. Priorité à l'augmentation des salaires et à la reconnaissance des qualifications

Le « coût » du travail n'est qu'un prétexte, car en France, la part des salaires dans la valeur ajoutée a été réduite de 10 points en dix ans. Soit un transfert des richesses créées par le travail au capital de 170 Mds d'€, pour quel résultat ?

Contrairement aux dires de N. Sarkozy, augmenter les exonérations de cotisations sur le travail, c'est dévaloriser le travail.

Et c'est ce qui s'est passé ! Nous souffrons d'une insuffisance d'emplois qualifiés et c'est particulièrement vrai en Franche-Comté.

**La CGT propose**, une conception moderne de l'industrie s'appuyant sur une réelle revalorisation du travail en lien avec de véritables plans de formation en entreprises, permettant la reconnaissance et l'élévation des qualifications et des rémunérations, facteurs de développement des capacités humaines et d'efficacités productives.

Sur l'augmentation des salaires :

**La CGT exige** de mettre fin à l'austérité salariale. La consommation des ménages est le moteur de la croissance et de la relance économique pour sortir de la crise.

**Pour la CGT, la hausse du SMIC à 1600 € brut est plus que jamais légitime et doit conduire à la revalorisation de l'ensemble des salaires, des retraites, des minimas sociaux, des revenus des privés d'emploi.**



# Tout le monde ne connaît pas la crise, il faut partager les richesses créées

Pour sortir de cette crise, le président de la république dit vouloir moraliser ou réguler le système capitaliste.

Or, pour la CGT, il s'agit de la transformer pour partager les richesses créées par le monde du travail en faveur de salariés et non des seuls actionnaires et réorienter les finances publiques par une nouvelle stratégie de développement économique et social.

Autrement dit, il faut conjuguer les réponses d'urgences sociales aux questions structurelles.

## La CGT propose de mobiliser les moyens existants pour financer la relance économique :

1. En 2007, pour l'ensemble des entreprises du secteur industriel et des services, pour un euro d'investissement, les entreprises ont versé plus d'un euro de dividendes, soit :

209 milliards d'investissement

227 milliards de dividendes

La hausse de la part des dividendes versés aux actionnaires par rapport à la valeur ajoutée est passée de 5 % en 1985 à près de 25 % aujourd'hui.

### La CGT propose :

D'utiliser autrement les moyens financiers des entreprises en divisant par deux les dividendes versés. On pourrait dégager 100 milliards d'euros par la modification du système fiscal qui serait modulé en fonction de la responsabilité des entreprises qui favorisent l'investissement productif et social.

- Il est possible de dégager progressivement 120 Mds d'euros en mettant fin au gâchis dans le budget de l'état : 70 milliards d'euros

au titre de cadeaux fiscaux qui profitent aux plus riches (niches fiscales)

- 33 Mds d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales pour 2008

- 15 Mds d'euros de bouclier fiscal

### La CGT propose :

D'utiliser cette manne financière pour satisfaire les urgences sociales (augmentation des salaires, des retraites, minimas sociaux, allocation chômage), augmenter les crédits de la formation et de la recherche pour soutenir les projets innovants, créateurs de développement économique et d'emploi.

**Etablir un pôle financier public pour mettre en réseau des capacités des institutions comme la Banque de France, la Caisse des Dépôts, la Banque Postale, l'OSEO. L'objectif étant là aussi de faciliter le financement des projets de développement économique et d'emploi notamment pour les TPE et PME.**

Dans cette perspective, non seulement l'état n'est pas hors jeu, mais son rôle est irremplaçable. C'est la justification d'un nouveau type d'intervention public qui vise à transformer en profondeur le système capitaliste.

Dans les entreprises, dans les branches, dans le privé et dans le public, dans l'unité des salariés et des organisations syndicales, imposons partout, par la mobilisation et les actions, l'exigence d'une politique de reconquête industrielle et d'un autre partage des richesses créées.



## La crise, c'est eux ! La solution, c'est nous !